

Publié le : 02/05/2025

OBJET : Régie de recettes Gestion des équipements fluviaux communautaires - Régie de recettes n°911 - Abrogation de l'arrêté FIN.24.08.A8 - Nomination d'un régisseur, d'une mandataire suppléante, d'un mandataire et de mandataires saisonniers

La Présidente de la Communauté Urbaine Grand Besançon Métropole (GBM),
Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics,
Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatif à la création de recettes, d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et de leurs établissements, à l'exclusion des établissements publics locaux d'enseignement,
Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et de leurs établissements publics,
Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, Vu la délibération du 26 septembre 2019 par laquelle le Conseil Communautaire a notamment décidé de l'application du régime indemnitaire prévu par la réglementation aux régisseurs d'avances et de recettes de la Communauté Urbaine Grand Besançon Métropole,
Vu la décision FIN.21.08.D2 du 8 mars 2021, portant création d'une régie de recettes liée à la gestion des équipements fluviaux communautaires,
Vu l'arrêté FIN.24.08.A8 du 3 juin 2024 portant nomination du régisseur, du mandataire suppléant, de la mandataire et des mandataires saisonniers,
Vu l'avis conforme du Comptable Public du Service de Gestion Comptable du Grand Besançon en date du 15 avril 2025,

ARRÊTE

Article 1^{er} : A compter du 1^{er} mai 2025, les dispositions de l'arrêté FIN.24.08.A8 du 3 juin 2024 sont abrogées.

Article 2 : Il est mis fin aux fonctions de mandataire suppléant de M. David BROUKER et aux fonctions de mandataire de Mme Frédérique PERRIN.

Article 3 : A compter du 1^{er} mai 2025, Mme Hélène MANO est nommée régisseur titulaire avec pour mission de recouvrer exclusivement les recettes énumérées dans l'arrêté créant la régie.

Article 4 : Mmes Frédérique PERRIN est nommée mandataire suppléante de la régie de recettes avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.



Article 5 : M. David BROUKER est nommé mandataire de la régie de recettes avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 6 : Du 1^{er} mai au 31 octobre 2025, Mmes Marine CASSARD, Georgetta DESCOLLONGES et Cécile DUBOCQ et M. Arno PLATEL sont nommés mandataires saisonniers de la régie de recettes avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 7 : Ni le régisseur, ni la mandataire suppléante, ni le mandataire, ni les mandataires saisonniers ne percevront de complément indemnitaire, selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Le régisseur, la mandataire suppléant, le mandataire et les mandataires saisonniers sont, conformément à la réglementation en vigueur, chargés de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation effectués.

Article 9 : Le régisseur, la mandataire suppléant, le mandataire et les mandataires saisonniers ne doivent pas exiger ou percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif visé en tête du présent arrêté, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432.10 du Nouveau Code Pénal.

Article 10 : Le régisseur, la mandataire suppléant, le mandataire et les mandataires saisonniers pourront être sanctionnés pour les fautes graves ayant un impact financier significatif. Ils sont soumis, comme l'ensemble des gestionnaires publics, à un régime d'amendes pouvant aller jusqu'à six mois de rémunération annuelle. Les amendes seront individualisées et proportionnées à la gravité des faits, l'éventuelle réitération des pratiques prohibées et le cas échéant, à l'importance du préjudice.

Article 11 : Le régisseur, la mandataire suppléant, le mandataire et les mandataires saisonniers sont tenus de présenter leurs registres, leur comptabilité, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 12 : Tout recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois suivant la publicité de l'arrêté.

Article 13 : Le Directeur Général des Services et le Comptable Public du Service de Gestion Comptable du Grand Besançon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des arrêtés et sur le site internet de GBM et dont copie sera remise aux intéressés.

Besançon, le 21 avril 2025
La Présidente



Anne VIGNOT



Notifié à l'intéressée

le :

Nom Prénom : MANO Hélène

Signature :

Notifié à l'intéressée

le :

Nom Prénom : PERRIN Frédérique

Signature :

Notifié à l'intéressé

le :

Nom Prénom : BROUKER David

Signature :

Notifié à l'intéressée

le :

Nom Prénom : CASSARD Marine

Signature :

Notifié à l'intéressée

le :

Nom Prénom : DESCOLLONGES Georgetta

Signature :

Notifié à l'intéressée

le :

Nom Prénom : DUBOCQ Cécile

Signature :

Notifié à l'intéressé

le :

Nom Prénom : PLATEL Arno

Signature :

